



Sommaire

Éditorial

1

RÉFLEXION SUR LES RELÈVÉS
DES PRIX PAR ACHAT DES
PRODUITS ET L'EXTENSION DE
LA COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE
DE L'INDICE DES PRIX
À LA CONSOMMATION
DES MÉNAGES

2

NOUVELLES D'AFRISTAT

3

ACTIVITÉS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

3

ACTIVITÉS INTERNATIONALES

6

ÉCHOS DES INSTITUTS NATIONAUX DE STATISTIQUE

6

RÉUNIONS, ATELIERS ET SÉMINAIRES

8

Éditorial



Au cours du quatrième trimestre 2010, le développement et l'utilité de la statistique ont été au centre des préoccupations de la communauté internationale, notamment africaine qui s'est mobilisée pour marquer la prise de conscience de l'importance de la statistique par la célébration des journées mondiale et africaine de la statistique.

Le 20 octobre 2010, le monde entier a célébré la première journée mondiale de la statistique, afin de sensibiliser les populations sur les nombreuses réalisations des statistiques officielles. Le thème central était : « Célébrer les nombreuses avancées de la statistique officielle et les valeurs fondamentales de service, d'intégrité et de professionnalisme ».

AFRISTAT, à l'instar des autres acteurs du système statistique mondial, a célébré cette journée en partenariat avec l'Institut national de la statistique du Mali (INSTAT). Cette célébration, placée sous la haute Présidence du Premier Ministre, M. Modibo SIDIBE, s'est déroulée en présence des délégués des États membres d'AFRISTAT, du corps diplomatique, des corps constitués et des acteurs du système statistique national malien. Elle a été marquée par l'organisation d'une conférence-débat sur l'importance de la statistique dans la prise de décisions animée par le Pr. Fulbert AMOUSSOUGA GERO, Directeur de l'École doctorale des Sciences Économiques et de Gestion de l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Président du Conseil scientifique d'AFRISTAT et l'inauguration le 21 octobre 2010 de l'immeuble du Ministère de l'Économie et des Finances abritant le siège de l'INSTAT.

La commémoration de la journée africaine de la statistique, le 18 novembre 2010, s'est déroulée sur l'ensemble du continent à travers diverses manifestations organisées par les États. Elle avait le même thème que celui de la journée mondiale de la statistique. Cette célébration est longuement relatée dans la rubrique « Les échos des INS ».

D'autres événements, non moins importants et de portée continentale, ont eu lieu. Il s'agit notamment de la tenue, du 30 octobre au 2 novembre 2010, du 6^e symposium sur le développement de la statistique en Afrique dont le thème central était « Analyse et utilisation des données des recensements généraux de la population et de l'habitat de 2010 ». D'importantes résolutions et recommandations relatives au développement des statistiques d'état civil et au renforcement des capacités des acteurs du système statistique africain en particulier dans les domaines de l'analyse des données, de l'évaluation des RGPH et des projections démographiques ont été prises.

En marge de cet important événement, s'est tenue la 1^{ère} réunion du Conseil de gestion du cycle 2011 du PCI-Afrique. Des décisions importantes ont sanctionné cette rencontre notamment, la prorogation du Programme multinational de renforcement des capacités statistiques des pays membres régionaux de la Banque africaine de développement jusqu'au 31 décembre 2011 et le démarrage des activités du PCI en 2011.

Au plan interne, les activités dominantes ont été l'organisation des réunions statutaires du second semestre 2010, la tenue de séminaires et le démarrage de l'étude sur la restructuration institutionnelle d'AFRISTAT.

Les réunions ordinaires du Conseil scientifique, du Comité de direction et du Conseil des Ministres ont été tenues. Outre les décisions relatives à la gestion courante de l'institution, le Conseil des Ministres a mis en place un Comité ministériel chargé de la mobilisation des ressources financières d'AFRISTAT et accepté l'adhésion de la république de Djibouti comme vingtième État membre d'AFRISTAT. Le Comité de direction a adopté le Programme stratégique de travail d'AFRISTAT pour la période 2011-2015.

Conformément à la feuille de route pour la réalisation de l'étude sur la restructuration institutionnelle d'AFRISTAT, la Direction générale a recruté le bureau d'études InSyDe qui a démarré ses travaux au début du mois de novembre. La Direction générale invite tous ses partenaires à faciliter le bon déroulement de cette étude en fournissant à ce bureau toute l'information souhaitée et en participant au forum ouvert à cet effet sur son site Internet www.afristat.org.

L'année 2011 sera consacrée à la réalisation de l'étude institutionnelle et à la poursuite de la mise en œuvre du plan d'action 2010-2011.

Bonne et heureuse année 2011

Martin BALEPA
Directeur Général d'AFRISTAT

AFRISTAT

BP E 1600

Bamako, Mali

Téléphone

(223) 20 21 55 00

20 21 55 80 / 20 21 60 71

Fax (223) 20 21 11 40

afristat@afristat.org

www.afristat.org

Réflexion sur les relevés des prix par achat des produits et l'extension de la couverture géographique de l'indice des prix à la consommation des ménages

Par Claude Tchamda, Expert en statistiques des prix

Cet article est une réflexion sur les relevés des prix par achat des produits vendus dans les unités non conventionnelles et la perspective d'une extension de la couverture géographique des indices de prix à la consommation (IPC) des ménages dans les États membres d'AFRISTAT. Cette réflexion a été présentée au cours de la 15^e session du Conseil scientifique et de la 22^e réunion du Comité de direction d'AFRISTAT. La synthèse ci-après prend en compte les observations et les recommandations des membres des deux instances statutaires d'AFRISTAT.

Le choix méthodologique opéré par les États membres d'AFRISTAT dans le processus d'harmonisation de leur IPC depuis 1996 en ce qui concerne les produits vendus en unités dites non conventionnelles ou non standard, comme le tas, le fagot, la boîte, l'assiette et d'autres unités de mesure en langues locales est « l'enquête par achat des produits ». Cette façon de procéder se justifie par les particularités des marchés africains où la plupart des produits locaux, en particulier les produits vivriers, de nature et de qualité diverses, sont généralement vendus en ces unités. La méthode consiste à acheter une quantité d'un produit donné dont on veut relever le prix et à déterminer son poids ou son volume en unités standard (kilogramme ou litre). Pour être pertinente qu'elle soit pour la détermination du prix unitaire exact de ces produits, il est reproché à cette méthode d'obérer les coûts des relevés des prix et de ne pas clarifier la destination finale des produits ainsi achetés.

Par ailleurs, depuis plusieurs années, un certain nombre d'instituts nationaux de statistique souhaitent mettre en place un indice des prix à couverture nationale avec la possibilité de calculer des indices régionaux. L'extension de la couverture de l'IPC entraînera à n'en point douter un accroissement substantiel du budget des relevés quelle que soit la méthode de collecte adoptée. Dans cette perspective, il convient de se demander s'il existe des alternatives moins onéreuses à la méthode des enquêtes par achat des produits et statistiquement crédibles ? De même, l'article invite à s'interroger sur la méthode d'agrégation à choisir pour un IPC national compte tenu des contraintes diverses auxquelles les INS font face.

Problématique de la variabilité de la « taille » des unités non conventionnelles

Un indice des prix est une moyenne des variations relatives des prix d'un ensemble déterminé de biens et de services entre deux périodes. En principe, l'indice des prix, lié à un panier de consommation donné, devrait permettre de déterminer entre deux périodes, quelle part du changement relatif de la valeur globale de ce panier est imputable aux seules modifications des prix des biens et services qui la composent. En d'autres termes, un IPC doit mesurer les variations pures des prix, c'est-à-dire à l'exclusion de toute variation liée à la quantité ou à la qualité des produits achetés. Les recommandations internationales sur les méthodologies et les méthodes de collecte, visent à rapprocher l'indice des prix à la consommation de la notion théorique de l'indice de coût de la vie afin de minimiser l'écart avec cette dernière et donc avec la perception des consommateurs.

Le prix d'un bien ou d'un service se définit comme la valeur d'une unité de ce bien ou de ce service et varie directement en fonction de la taille de l'unité de mesure choisie. En conséquence, lorsque le nombre de biens et services du panier, vendus dans des unités dites non standard est important, les erreurs liées à la taille de ces unités de mesure tendent à s'amplifier puisqu'il est difficile de les quantifier à vue d'œil dans une unité standard. Ces unités non standard, variables d'un vendeur à l'autre dans un même pays ou d'un pays à l'autre, contribuent ainsi à masquer des variations significatives des prix lorsqu'elles ne font pas l'objet de mesures dans une unité standard.

Dans le cas d'espèce, les vendeurs ont l'habitude d'agir discrètement sur les quantités de ces produits suivant la conjoncture du moment (abondance ou rareté de ces produits) en n'affectant pas les prix nominaux. Les prix de ces produits ont ainsi tendance à rester stables alors qu'en réalité, les quantités converties en unités standard varient. *Dans ces conditions, considérer seulement les prix observés ou déclarés pour ces types de produits aboutit à des biais plus ou moins significatifs sur le niveau des prix moyens et par conséquent sur l'ampleur, voire la variation réelle de l'indice lui-même.*

Pertinence de la méthode des « enquêtes par achat des produits »

Le souci de mieux apprécier les variations pures

de prix dans les « enquêtes par achat de produits » ne peut s'affranchir de l'existence d'un coût minimum des relevés. La pertinence de cette méthode comme moyen de minimiser les erreurs liées à la variabilité de la taille des unités de mesure en ce qui concerne les produits alimentaires vendus en unités non standard est indéniable. Outre cet avantage, la méthode est simple et facile à :

- mettre en œuvre dans un environnement où les ressources humaines qualifiées sont plutôt rares. Appliquée dans un contexte d'harmonisation des méthodes de collecte entre plusieurs États, elle assure l'unicité de la pratique de relevés entre les États ainsi que d'une période à l'autre ;
- expliquer à l'utilisateur de l'indice des prix à la consommation. En principe, les variations d'un IPC affectent le pouvoir d'achat réel des revenus monétaires ainsi que le bien-être des consommateurs. Appliquée systématiquement d'un mois à l'autre, cette méthode contribue à diminuer le gap entre les taux d'inflation publiés par les INS et la perception des consommateurs sur l'évolution du coût de la vie.

Problématique du coût des « enquêtes par achat de produits » dans un IPC à couverture nationale

L'extension au niveau national de la méthode des « enquêtes par achat de produits » pose la question des ressources financières et humaines à mobiliser pour supporter le surplus d'activité engendré par cette extension. Mal gérée, cette extension d'activité pourrait même remettre en cause la pérennité du système de production traditionnel des IPC. D'où la nécessité d'explorer des méthodes susceptibles d'amoindrir les coûts, mais compatibles avec les exigences de transparence et de conformité des méthodologies aux normes internationales. Les méthodes alternatives de collecte qui sont généralement appliquées ou préconisées en ce qui concerne les produits vendus dans des unités non conventionnelles sont :

- relever simplement les prix pour ces types de produits ;
- négocier avec les vendeurs pour peser les produits sans les acheter moyennant une campagne de sensibilisation soutenue et régulière ;

- choisir un échantillon de ménages et peser leurs produits après les achats ;
- enquêter auprès d'un échantillon d'acheteurs sur les lieux d'achat ;
- enquêter sur les tendances des prix de gros.

Bien que ces méthodes soient susceptibles, dans certaines conditions, de contribuer à la diminution des coûts des relevés, elles s'avèrent :

- être parfois sources de biais significatifs par rapport à la perception des consommateurs, notamment dans le cas où l'on ne relève que les prix. N'entend-on pas souvent des ménagères se plaindre de ce que maintenant, avec le même nombre de personnes dans leur ménage, tel nombre de tas de légumes, de patates, de tomates ou de pomme de terre etc. acheté au même prix ne suffit plus ?
- ne pas être en mesure d'éliminer totalement les coûts supplémentaires. Même s'il est possible de négocier avec le vendeur pour peser les produits sans les acheter il faudra néanmoins trouver le financement des campagnes de sensibilisation, permanentes, soutenues et régulières tout au long de l'année ;
- non hygiéniques parce qu'elles peuvent entraîner la manipulation de produits alimentaires que l'on n'achète pas ;
- compliquées à mettre en œuvre et à harmoniser entre plusieurs États car il peut se poser un problème d'échantillonnage et de suivi de l'échantillon d'un mois à l'autre ;
- difficiles à expliquer aux usagers et manquant de transparence. En effet, il serait difficile de convaincre un usager avisé que l'observation par enquête des prix de détail et des tendances des prix de gros permet d'aboutir à la même information.

Dans ces conditions, tout en reconnaissant les limites des « enquêtes par achat de produits » et, sans ignorer les difficultés de gestion des produits achetés et les moyens limités des INS, le Conseil scientifique d'AFRISTAT a-t-il recommandé de poursuivre avec cette méthode même en cas d'extension de la couverture géographique de l'IPC. Le souci de réduire au mieux les erreurs systématiques et de transparence ainsi que les préoccupations liées à l'harmonisation des méthodes de collecte ont été jugés prioritaires compte tenu de la nature et des utilisations de cet indicateur. Il recommande toutefois à AFRISTAT d'approfondir la

réflexion sur d'autres alternatives afin de toujours contribuer à minimiser les erreurs systématiques dans un contexte d'harmonisation.

Préoccupations techniques de l'extension de la couverture géographique de l'indice des prix à la consommation

S'agissant de la production de l'indice national des prix à la consommation, le manuel international du BIT sur les IPC ne recommande aucune méthode spécifique pour l'agrégation ou sur la nature des pondérations pour passer des indices de régions à l'indice national. Toutefois, intuitivement, deux méthodes peuvent être avancées :

- un indice national des prix calculé sur la base des échantillons nationaux de produits et de points de vente ;
- un indice national des prix comme un indicateur agrégé des indices infranationaux.

L'indice national des prix à la consommation est celui dont le champ géographique couvre l'ensemble du pays. Un tel indice devrait donc couvrir aussi bien les zones urbaines que les zones rurales. Il convient de noter que les problèmes des produits vendus en unités non conventionnelles seront très probablement plus accentués en milieu rural et grèveront davantage les coûts comparativement au milieu urbain. C'est pourquoi beaucoup de pays, notamment développés, écartent les zones rurales de l'échantillon.

Le choix de la méthode de calcul de l'indice national doit tenir compte des utilisations des indices ainsi que du niveau de développement des infrastructures et de la dotation des États en ressources financières et humaines. Il faut, par ailleurs, éviter de mettre en péril le schéma actuel qui, dans la plupart des pays, permet de respecter les délais de diffusion.

La décision concernant l'extension de la couverture géographique dépend de la répartition de la population, du niveau de monétarisation des nouvelles zones à prendre en compte et des différences ou des similitudes présumées du rythme d'évolution des prix entre zones urbaines et rurales, d'une part, et entre régions, d'autre part. Elle dépend également du choix fait par les INS sur la méthode de calcul de l'indice national, chacune des méthodes rappelées ci-dessus comportant des avantages et des inconvénients. Deux éléments essentiels devraient guider ce choix :

- les objectifs visés par rapport aux utilisations attendues de l'indice par les pouvoirs publics, la société civile et d'autres acteurs ;
- les ressources financières, la disponibilité du personnel qualifié et des facilités logistiques nécessaires pour la production et la diffusion régulières de cet indicateur.

Quelles que soient les méthodes adoptées, le Conseil scientifique d'AFRISTAT a recommandé le calcul des prix moyens des produits de consommation sensibles sur l'ensemble du ter-

ritoire même si le pays ne calcule pas un indice national des prix à la consommation.

Au total, le processus de calcul des IPC doit être transparent et facilement compréhensible par un large public. Dans le contexte actuel de la plupart des États membres d'AFRISTAT, le principe de peser ou de mesurer les produits vendus en unités non conventionnelles pour connaître le prix unitaire exact dans une unité standard semble incontournable.

Les « enquêtes par achat des produits » apparaissent comme la méthode la plus pertinente pour réaliser cet objectif malgré son coût. Pour les pays où l'utilisation d'unités de mesure standard est quasi généralisée, il n'est nul besoin d'observer les prix par la méthode d'« enquêtes par achat des produits ». La modernisation progressive des économies permet d'envisager la diminution des coûts des relevés des prix.

L'extension des relevés des prix au-delà du champ géographique actuel doit être chiffrée et planifiée dans le temps. Une telle extension devrait être précédée de mesures d'accompagnement appropriées (déploiement du personnel, programme de renforcement des capacités du personnel chargé de l'IPC, achat de matériels et fournitures adéquats sur les sites décentralisés de calcul d'indices régionaux, budget conséquent et pérenne).

Nouvelles d'AFRISTAT

Départ

AFRISTAT a enregistré deux départs au cours des trois derniers mois de l'année 2010. AFRISTAT souhaite aux partants pleins succès dans leurs nouvelles fonctions.

■ M. Eloi Ouedraogo, Expert principal en systèmes d'information sur les stratégies de réduction de la pauvreté a quitté AFRISTAT le 1^{er} novembre 2010. De 1998 à 2006, M. Ouedraogo a d'abord occupé à AFRISTAT, le poste d'expert en statistiques agricoles, puis a été recruté en 2006 en qualité d'expert principal. Depuis 2004 jusqu'à son départ d'AFRISTAT, il a été le coordonnateur du département des enquêtes statistiques devenu par la

suite département des statistiques sociales et des stratégies de réduction de la pauvreté. Il a contribué aux réflexions et appuyé les États membres pour le développement des statistiques dans les domaines agricole, du travail, du secteur informel, des prix et des conditions de vie des ménages.

■ Mme Dorothee Ouissika qui a pris fonction comme Expert en organisation des systèmes

statistiques nationaux depuis avril 2006 a quitté AFRISTAT en fin octobre 2010. Mme Ouissika a, d'une part, contribué à une meilleure connaissance des systèmes statistiques des États membres et d'autre part, apporté des appuis efficaces aux systèmes statistiques nationaux en matière d'organisation institutionnelle et d'élaboration des stratégies nationales de développement de la statistique. Elle a aussi pris une part active aux travaux statistiques sur le genre.

Activités de la Direction Générale

Réunions statutaires

AFRISTAT a organisé la 19^e session ordinaire du Conseil des Ministres, la 22^e réunion du Comité de direction et la 15^e session du Conseil scientifique.

Tenu le 4 octobre 2010 à Paris (France), le Conseil des Ministres a, outre les questions relatives à la gestion courante de l'organisation, examiné la demande d'adhésion de la République de Djibouti.

S'agissant des questions relatives à la reconstitution des ressources propres d'AFRISTAT, le Conseil a pris connaissance des actions entreprises par la Direction générale et invite les États membres à tout mettre en œuvre pour doter l'organisation de ressources nécessaires à

la réalisation des objectifs qui lui sont assignés. À cet effet, le Conseil a mis en place un Comité ministériel chargé de la mobilisation des ressources propres d'AFRISTAT.

Enfin, le Conseil a accepté l'adhésion de la République de Djibouti comme vingtième État membre d'AFRISTAT.

Au titre de la 22^e réunion du Comité de direction, les principales décisions prises sont relatives à l'adoption du budget 2011 et du Programme de travail de moyen terme d'AFRISTAT pour la période 2011-2015. Le Comité a approuvé le projet de « Manuel méthodologique de production des comptes nationaux trimestriels dans les États d'Afrique

au Sud du Sahara » et donné des orientations en vue de sa finalisation. À cet effet, le Comité a mis en place un groupe de travail chargé de finaliser une première version de ce manuel.

Cette 22^e réunion a été précédée de la 15^e session du Conseil scientifique qui a émis des avis techniques sur les dossiers soumis au Comité de direction et lui a aussi formulé des recommandations.

Le compte rendu des travaux et le Communiqué de presse du Conseil des Ministres ainsi que les relevés de conclusions des réunions du Comité de direction et du Conseil scientifique sont disponibles sur le site Internet d'AFRISTAT (www.afristat.org).

Atelier de validation des guides méthodologiques d'élaboration des indices du coût de construction (ICC), des prix à la production industrielle (IPPI), des services aux entreprises (IPPS) et des exportations et importations (IPEI)

AFRISTAT a organisé du 10 au 12 novembre 2010 à Bamako (Mali), un atelier de validation des méthodologies d'élaboration des indices du coût de la construction, des prix à la production industrielle, des services aux entreprises et des exportations et importations. L'objectif de l'atelier était d'enrichir et de valider les documents méthodologiques proposés par AFRISTAT. Ont participé à cet atelier, l'ensemble des pays membres d'AFRISTAT, le Cap

Vert, le Congo (RD) et Sao Tomé et Príncipe. L'atelier, animé par les experts d'AFRISTAT et des consultants, a permis de valider les méthodologies présentées. Il a été financé par la BAD dans le cadre du Programme multinational de renforcement des capacités statistiques (PRCS). Cet atelier a été précédé, du 4 au 8 octobre 2010, par un autre atelier de formation des experts d'AFRISTAT sur les indices de prix de production. Il a été animé par les experts de

l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) de la France. Il a été essentiellement consacré à la présentation des divers indices de production (volume, prix) et à l'examen des propositions de méthodologies sur les indices de prix à la production industrielle (qui sera étendue aux indices de prix de production des services et aux indices de prix des importations et de la production exportée) et aux indices du coût de la construction.

Projet d'appui à l'élaboration des comptes nationaux des États membres de l'UEMOA

AFRISTAT et la Commission de l'UEMOA ont signé un contrat de subvention en août 2009 pour la mise en œuvre du projet « Appui à l'élaboration des comptes nationaux à travers l'animation d'ateliers techniques dans les États membres de l'UEMOA » pour la période 2009-2011. L'exécution du projet se poursuit de manière satisfaisante malgré quelques difficultés. Au cours de la période sous revue, les activités suivantes ont été réalisées :

Bénin

Un appui d'AFRISTAT a eu lieu du 22 novembre au 3 décembre 2010 à l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE). Cet appui a permis de faire la première synthèse des comptes nationaux de l'année 2007 et

de réaliser une formation pratique des cadres dans la démarche d'élaboration des comptes nationaux à l'aide de l'outil ERETES.

Niger

Un appui a été apporté du 25 octobre au

5 novembre 2010 à l'Institut National de la Statistique (INS). Cet appui a permis la conciliation des données sources et la réalisation des travaux analytiques de la première itération équilibres ressources emplois (ERE) et comptes de branche (CB) des comptes nationaux 2007.

Projet de rénovation des indices harmonisés des prix à la consommation des États membres de l'UEMOA

Au cours de la période sous revue, les activités ont été essentiellement consacrées au suivi des travaux de réalisation de l'application informatique de production des IHPC et à la poursuite de l'analyse approfondie des données des enquêtes sur les dépenses des ménages.

■ Au stade actuel de développement de l'application informatique de production de l'IHPC rénové, plusieurs modules ont été élaborés (contrôle des données, calcul des indices, publi-

cation des données). Des tests ont été réalisés avec succès sur ces modules.

■ S'agissant de l'analyse approfondie des

enquêtes sur les dépenses des ménages, tous les pays ont produit un premier rapport d'analyse mettant en évidence les tendances d'un certain nombre d'indicateurs socio-économiques.

Programme multinational de renforcement des capacités statistiques des pays membres régionaux de la Banque africaine de développement (PRCS - BAD)

Les activités programmées dans le cadre du PRCS BAD se sont poursuivies au niveau d'AFRISTAT à travers l'organisation d'ateliers de formation et de validation des guides méthodologiques de l'indice du coût de construction (ICC) et de l'indice des prix à la production industrielle (IPPI), des services (IPPS), des exportations et importations (IPEI) et les missions d'appui que les consultants de long terme ont effectuées dans les pays relevant de la coordination sous-régionale d'AFRISTAT et ce, dans les domaines de la comptabilité nationale, des prix et des statistiques des infrastructures. Initialement prévu pour la période 2009-2010, le programme vient d'être prorogé jusqu'à la fin de l'année 2011

■ Du 28 octobre au 9 novembre 2010, une mission d'AFRISTAT s'est rendue à l'Institut National de la Statistique de Sao Tome et Príncipe. À l'issue de la mission, la matrice de décomposition du PIB 2009 de Sao Tomé et Príncipe en positions élémentaires a été réalisée ainsi que le rapport pays n° 009 et le questionnaire des métadonnées.

■ Dans le cadre de l'élaboration d'un guide méthodologique de collecte des données d'infrastructures, une autre mission s'est rendue

auprès de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) du Burkina Faso du 15 au 19 novembre 2010. Elle a permis d'établir un état des lieux des méthodologies de collecte et d'échanger sur ledit guide.

■ Dans le cadre de la mise en œuvre de la Phase 2 du programme, deux experts d'AFRISTAT ont participé à un atelier de formation des formateurs organisé par la Banque africaine de développement, du 6 au 10 décembre 2010 à Tunis.

■ M. Dodji V. Sileté-Adogli et M. Abdoulaye Doucouré, informaticien, se sont rendus, du 8 au 12 novembre 2010 à Dakar, au siège de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour étudier et apprécier les outils de planification, de suivi des activités et de contrôle de gestion mis en place à la BCEAO. La Direction Générale d'AFRISTAT compte s'inspirer de l'expérience de la BCEAO pour améliorer son système d'information et de gestion.

Projet « From data to information - Du chiffre à l'information »

Les activités relatives à la mise en œuvre du projet de plate-forme éditoriale commune « du chiffre à l'information » ont consisté essentiellement à l'organisation de l'atelier destiné aux webmasters.

■ AFRISTAT a organisé un atelier de formation des informaticiens et webmasters du 8 au 10 décembre 2010 à Bamako (Mali) sur les « Techniques à l'œuvre sur la plate-forme édi-

toriale ». Cet atelier a regroupé une dizaine de webmasters des INS et a permis à ces derniers de maîtriser les caractéristiques et l'architecture technique de la plate-forme utilisant un ges-

tionnaire de contenus, l'implémentation d'outils collaboratifs (wiki, forum, blog,...) et les flux RSS.

Projet régional d'amélioration de la qualité des statistiques de l'emploi et la gestion du système d'information sur le marché du travail en Afrique, Phase II (LMIS-AFRISTAT)

Une série de missions de supervision technique et financière a été effectuée par AFRISTAT dans les États bénéficiaires du projet LMIS (Labour Market Information System) financé par ACBF. Ces missions ont été réalisées au Mali, en Ouganda et au Cameroun. Les principaux objectifs de ces missions étaient de faire un état des lieux de l'avancement des activités, de vérifier le respect des procédures de gestion du projet et d'apporter des appuis aux unités nationales. Le point suivant est fait au terme de ces différentes missions.

Globalement, le léger retard constaté dans l'exécution des activités, est dû essentiellement aux contraintes administratives. En dépit de ce

constat, dans l'ensemble, les activités se réalisent dans le respect des procédures de gestion du projet. Dans chacun des pays visités, la mis-

sion a fait des propositions en vue d'améliorer les activités en cours.

Projet d'appui de la Coopération française au processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest (Projet CEDEAO)

Au cours de la période sous revue, les activités de la composante statistique du Programme d'appui de la coopération française au processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest ont été marquées par la mise en œuvre de la base de données communautaire pour la diffusion des données (Statbase) à l'Institut national de la statistique (INE) de Guinée-Bissau, l'organisation d'un atelier à Bamako sur la création des sites dynamiques et le suivi des sites des États membres de la CEDEAO.

La mission conduite en Guinée-Bissau s'est déroulée du 29 novembre au 3 décembre et a permis d'installer la base de données communautaire (Statbase) et de former deux cadres informaticiens sur plusieurs aspects (administration de la base de données et du module de gestion des données, transfert des données vers le serveur de la CEDEAO).

■ L'atelier relatif à la création et à la gestion des sites dynamiques s'est tenu du 13 au 17 décembre, dans les locaux d'AFRISTAT. Ont pris part à cet atelier les gestionnaires des sites Internet des INS des cinq (5) pays anglophones de l'espace CEDEAO.

■ Concernant le suivi des sites des INS des États

membres de la CEDEAO, le rapport de fonctionnalité des sites de Gambie, du Ghana, du Liberia, du Nigeria et de la Sierra Leone a été rédigé et envoyé aux gestionnaires des sites respectifs. Ce rapport fait état des dysfonctionnements constatés au niveau de chacun des sites et propose des actions correctives pour leur bon fonctionnement.

Projet sur l'évaluation des dépenses de recherche et développement pour la santé

La clôture de ce projet pilote est intervenue le 31 décembre 2010. Sa mise en œuvre a permis d'élaborer des outils méthodologiques harmonisés pour la collecte des données, une stratégie d'identification des principaux acteurs du secteur, une base de données de ces acteurs et une note méthodologique de synthèse pour l'évaluation des dépenses de recherche pour la

santé. Ces résultats ont été validés au cours d'un atelier tenu du 6 au 8 décembre 2010, à Bamako avec la participation de Global Forum for Health Research (GFHR) et des représentants des trois pays pilotes (Burkina Faso, Cameroun et Mali). En perspectives, les pays se sont engagés à exploiter les outils développés pour (i) l'élaboration des comptes satellites de

la recherche et développement pour la santé, (ii) la production de statistiques sur la recherche et développement pour la santé de façon systématique et (iii) l'élaboration d'un rapport national sur la méthodologie d'évaluation des dépenses de recherche et développement pour la santé.

Autres activités de la Direction Générale

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

Bénin

■ Du 22 novembre au 3 décembre 2010, M. Emmanuel Ngok, Expert en comptabilité nationale a apporté un appui technique à l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE). Cet appui a permis la réalisation de la première phase des travaux analytiques (équilibres ressources emplois et des comptes de branche). La synthèse intermédiaire et les opérations de répartition à travers les matrices de transferts ont également démarré. La synthèse finale des comptes 2007 est prévue pour fin 2010.

Burkina Faso

■ M. Ousman Koriko, Expert en enquêtes auprès des ménages et M. Siriki Coulibaly, Expert en analyse de la pauvreté, ont apporté un appui technique, du 23 au 31 octobre 2010 à l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD). Cet appui a permis d'assister l'INSD pour le traitement et l'analyse des données de l'enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages (EICVM) de 2009, et d'évaluer la pauvreté en 2009 et en 2003. De même, un plan d'analyse en vue de l'élaboration du profil de pauvreté a été proposé. La rédaction de ce document qui a démarré, sera finalisée par l'INSD en collaboration avec AFRISTAT.

■ M. Madior Fall, Expert en statistiques sociales a animé du 23 au 31 octobre 2010, une session de formation au logiciel STATA à Ouagadougou au profit de 16 cadres de l'INSD.

■ Du 1^{er} au 5 novembre 2010, M. Ngok a apporté une assistance à l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) pour réaliser les travaux de la première centralisation des comptes nationaux 2008. La première phase des travaux analytiques des équilibres ressources emplois (ERE), des comptes de branche (CB) et la synthèse intermédiaire ont été réalisées. Les opérations de répartition à travers les matrices de transferts ont commencé. La finalisation des travaux des comptes 2008 est prévue avant la fin de l'année 2010.

Cameroun

■ M. Claude Tchamda, Expert en statistiques des prix, a apporté un appui technique à l'Institut national de la statistique, du 13 au 18 septembre 2010. Au terme des travaux, les pondé-

rations calculées à partir des résultats de l'enquête Camerounaise auprès des ménages de 2007 (ECAM3) sont disponibles pour trois villes sur cinq. La détermination des pondérations constitue une étape importante pour la mise en place de l'indice national des prix à la consommation (INP). Les cadres de l'INS pourront calculer les pondérations des deux villes restantes.

Centrafrique

■ M. Claude Tchamda a apporté un appui à l'Institut centrafricain des Statistiques et des Études Économiques et Sociales du 25 au 29 octobre 2010. Cet appui est réalisé dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de l'atelier régional du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique (PCI-2011) qui a eu lieu à Hammamet en Tunisie du 30 août au 3 septembre 2010. Il a appuyé l'équipe de coordination nationale dans la mise à jour des documents nécessaires à la mise en œuvre du PCI-2011 pour la RCA. Il s'agit notamment du Cadre général d'enquête des cadres spécifiques d'enquête prix, du budget et du chronogramme des activités du volet prix.

■ M. Claude Joeger, Expert macroéconomiste a animé un atelier qui s'est tenu du 18 au 30 novembre à Bangui dans le cadre du Projet régional d'appui à la réhabilitation des capacités de planification économique de la RCA.

Congo

■ M. Ousman Koriko a apporté, du 6 au 10 décembre 2010, un appui technique au Centre National de la Statistique et des Études Économiques (CNSEE) à Brazzaville. Cet appui avait permis d'assurer la formation des formateurs et le tirage de l'échantillon pour la deuxième enquête congolaise auprès des ménages.

■ M. Dodji V. Sileté-Adogli, Expert en planification stratégique et gestion axée sur les résultats a pris part à l'examen par les pairs du système statistique congolais à Brazzaville du 23 novembre au 3 décembre 2010. L'équipe qui a conduit l'examen comportait en outre deux représentants de l'INSAE du Bénin, un représentant de l'INS de la République démocratique du Congo et un représentant du Consortium PARIS21.

Côte d'Ivoire

■ Du 21 au 27 novembre 2010, M. Bruno Nouatin, Expert en statistiques démographiques a apporté un appui technique à l'INS dans le cadre de la revue du dispositif d'établissement des statistiques de l'état civil. Cet appui a permis d'examiner le cadre institutionnel de mise en œuvre de l'activité d'exploitation des faits d'état civil, d'apprécier la méthodologie de collecte des données d'état civil et les techniques d'analyse et de calcul des indicateurs. Il a également permis de constater qu'un projet de modernisation de l'état civil impliquant l'INS est en cours.

Gabon

■ Du 11 au 15 octobre 2010, M. Roland Ngampana, Expert en charge des statistiques d'entreprises, a appuyé la Direction générale des statistiques (DGS) pour évaluer la conformité du répertoire avec les normes du règlement n° 01/CM/AFRISTAT/2009 et de revoir le processus de création du répertoire des entreprises. Cet appui a permis la mise en place d'un répertoire national d'entreprises à des fins statistiques contenant les entreprises du secteur moderne exerçant une activité économique sur le territoire gabonais. De même, neuf (9) cadres nationaux de la DGS ont été formés sur ces différents aspects.

Niger

■ Du 25 au 30 octobre 2010, M. Emmanuel Ngok, Expert en comptabilité nationale a apporté un appui à l'Institut national de la statistique dans la réalisation des pré-arbitrages des sources de données et les travaux analytiques (ERE, CB) de la première itération. La fin des travaux relatifs à l'année 2007 est prévue pour fin 2010.

Sao-Tomé et Principe

■ Dans le cadre du Programme régional pour les statistiques des pays africains de langue officielle portugaise (PIR-PALOP), M. Gabriel Doffou, Expert en comptabilité nationale, s'est rendu auprès de l'Institut national de la statistique (INE) du 08 au 22 novembre 2010. Cet appui a permis d'achever la mise en cohérence des sources de données et de démarrer les travaux analytiques des comptes 2008.

Activités internationales

■ Une délégation conduite par M. Martin Balépa, Directeur Général d'AFRISTAT et comprenant M. Ousman Koriko, Expert en enquêtes auprès des ménages, a participé au deuxième colloque africain sur le travail décent en Afrique, organisé du 6 au 8 octobre 2010 à Yaoundé au Cameroun, par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), en collaboration avec le ministère du Travail et de la Sécurité Sociale du Cameroun.

■ M. Martin Balépa a participé à la 9^e réunion du Comité d'orientation du Fonds monétaire international (FMI) pour l'Afrique du Centre (AFRITAC Centre – AFC) qui s'est tenue le 12 novembre 2010 à Douala (Cameroun).

■ M. Birimpo Lompo, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, a pris part, les 4 et 5 novembre 2010 à Cotonou (Bénin), à la réunion des organisations intergouvernementales (OIG) organisée par la Commission de la CEDEAO. La rencontre avait pour objet de sensibiliser et d'impliquer les OIG de la région dans le processus de la formulation du Programme communautaire de développement (PCD), afin d'assurer une meilleure synergie entre les stratégies et programmes régionaux de développement.

■ M. Birimpo Lompo a pris part les 23 et 24 novembre 2010 à Dakar (Sénégal), à la 20^e réunion ordinaire conjointe du Comité chargé des affaires économiques et monétaires et du Comité chargé des opérations et de l'administration de l'Agence monétaire de l'Afrique de l'ouest (AMAO).

■ MM. Birimpo Lompo et Emmanuel Ngok ont pris part, du 14 au 16 décembre 2010 à Yaoundé (Cameroun), à la cinquième réunion du Comité des directeurs généraux des instituts nationaux de statistique, organisée par la Commission de l'Union africaine en collaboration avec la CEA et la BAD, la réunion a eu pour but d'examiner le plan d'action et le mécanisme de mise en œuvre de la Stratégie d'harmonisation des statistiques en Afrique (SHaSA) ainsi que les différents plans d'actions de mise en œuvre de ses piliers stratégiques notamment : (i) la stratégie globale des statistiques agricoles ; (ii) la stratégie d'harmonisation des statistiques du commerce et de la balance des paiements ; (iii) le programme de développement des statistiques pour la mise en œuvre du PIDA (Programme sur les statistiques de l'infrastructure en appui à l'initiative) ; (iv) le programme d'AGROST ; et (v) la mise en place d'un mécanisme d'examen par les pairs des systèmes statistiques nationaux.

■ MM. Siriki Coulibaly et Ousman Koriko, respectivement, Expert en analyse de la pauvreté et Expert en enquêtes auprès des ménages, ont pris part les 12 et 13 novembre 2010 à Paris en

France, à l'atelier du consortium du projet de recherche sur le secteur informel en Afrique.

■ MM. Siriki Coulibaly et Ousman Koriko, ont pris part à un atelier sur les défis et les stratégies pour l'amélioration des statistiques du travail en Afrique tenu du 22 au 24 novembre 2010, à Bamako. Organisé en collaboration avec la CEA, le BIT et la Division statistique des Nations unies, cet atelier a permis d'examiner, entre autres, les indicateurs du travail décent, la nouvelle version de la nomenclature des professions (CITP 2008), l'intégration des préoccupations relatives à l'emploi dans les questionnaires des recensements généraux de la population (RGP), le travail des enfants et le plan d'action sur le secteur informel en Afrique.

■ M. Gabriel Doffou, Expert en comptabilité nationale a représenté AFRISTAT à la 16^e réunion du Comité d'orientation d'AFRITAC Ouest, qui s'est tenue à Nouakchott, en Mauritanie le 3 novembre 2010.

■ M. Claude Joeger, Expert macroéconomiste, a participé au séminaire régional de conjoncture et prévision à court terme des États membres de l'UEMOA. Organisé par la Commission de l'UEMOA à Ouagadougou, ce séminaire a été animé par les experts d'AFRISTAT, de la BCEAO et de la Commission. Au cours de ce séminaire qui a enregistré la participation des représentants de tous les États membres de l'UEMOA, l'expert d'AFRISTAT a présenté deux communications : l'une sur le concept de compétitivité des États, et l'autre sur la conjoncture nationale et les prévisions pour l'année 2010.

■ M. Claude Tchamda, Expert en statistiques des prix a représenté la Direction Générale d'AFRISTAT à la réunion du Comité technique régional organisée par la Commission de la CEDEAO sur les indices des prix à la consommation du 11 au 13 octobre à Lomé (Togo). La réunion a permis de s'accorder sur la définition de la stratégie de mise en œuvre du programme à moyen terme pour l'harmonisation des indices de prix à la consommation dans les États membres de la CEDEAO. En marge de cette réunion, la CEDEAO a également procédé à la mise à jour de sa base des données sur les indices des prix à la consommation. AFRISTAT a participé activement aux travaux et a donné son avis sur divers points, notamment la nécessité pour les pays appartenant à une même institution d'intégration économique sous régionale de s'accorder sur une même base méthodologique de travail avant de se lancer dans l'élargissement des indices au niveau national.

■ Une délégation d'AFRISTAT conduite par M. Martin Balépa, Directeur Général et comprenant M. Freeman Amegashie, Coordonnateur du département des appuis stratégiques et diffu-

sion, a pris part aux travaux de la 1^{ère} réunion du Comité de pilotage du PCI-Afrique, du 6^e Symposium pour le développement de la statistique en Afrique, du Comité de coordination de la statistique en Afrique et de la réunion d'AGROST sur la formation statistique en Afrique. Ces réunions se sont déroulées au Caire (Égypte) du 30 octobre au 3 novembre 2010.

■ Une délégation conduite par M. Martin Balépa, Directeur Général d'AFRISTAT et comprenant M. Oumarou El Hadj Malam Soulé, Expert en statistiques sociales et pauvreté, a participé au Symposium international sur le partage d'expérience en matière de développement humain et de suivi des OMD tenu à Bamako du 22 au 25 novembre 2010. Ce symposium, organisé par le Gouvernement du Mali avec l'appui du PNUD, a regroupé plus de 300 participants venus de dix-sept pays. L'objectif principal de ce symposium était de contribuer à la valorisation des acquis des processus de développement humain durable engagés en Afrique tout en revisitant les innovations en matière de mesure des progrès du développement. Au cours de ce symposium, l'expert a présenté une communication sur « l'asymétrie d'information entre les bases de données nationales et internationales : Orientations pour assurer la conciliation des données ». Cette communication résume les conclusions des études réalisées par AFRISTAT au Burkina Faso et au Sénégal sur la conciliation des données nationales et internationales sur les OMD.

■ M. Freeman Amegashie, Expert principal en organisation stratégique et diffusion, a représenté AFRISTAT à l'atelier méthodologique et technique sur les outils DQAF d'évaluation de la qualité des données de l'éducation, organisé par l'Institut statistique de l'Unesco du 6 au 10 décembre à Cape Town (Afrique du sud). Les travaux de l'atelier ont permis de préciser le cadre institutionnel dans lequel les DQAF doivent être initiés et d'effectuer une revue technique et contextuelle des outils en cours d'utilisation.

■ M. Dodji V. Sileté-Adogli, Expert en planification stratégique et gestion axée sur les résultats a, du 30 novembre au 2 décembre 2010, participé à l'atelier de lancement du processus d'élaboration de la SNDS 2012-2016 du Congo et de l'adoption de la feuille de route. Cet atelier a permis de former cinq consultants nationaux en planification stratégique et gestion axée sur les résultats dans le cadre du processus d'élaboration de la SNDS.

■ Sur invitation de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique, M. Martin Balépa a pris part, du 15 au 17 décembre 2010 à Bangkok (Thaïlande) à la deuxième réunion du Comité statistique de cette Commission.

Échos des instituts nationaux de statistique

Burkina Faso
www.insd.bf

■ La célébration de la journée mondiale de la statistique, placée sous le haut patronage du Ministre de l'Économie et des Finances, Président du Conseil national de la statistique, a eu lieu le 28 octobre 2010. Elle a donné lieu à plusieurs activités dont une remise de prix aux meilleurs lauréats d'un concours d'excellence dont les titres des communications étaient (i) « Les causes des contre performances de la filière coton au Burkina Faso : une analyse en modélisation VAR non

contraint » ; (ii) « Dynamique des langues locales et de la langue française au Burkina Faso » et (iii) « Le profil de la scolarisation au Burkina Faso : une analyse combinée des données du recensement et des statistiques scolaires de 2006 » ainsi que « Évaluation de la performance des producteurs d'anacardes et de mangues dans les provinces du Houet, du Kénédougou et de la Comoé : une approche par la méthode de la frontière de production ».

■ La période sous revue a aussi été marquée par le démarrage des travaux d'analyse des données de

l'enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages de 2009, la poursuite des opérations de collecte et de traitement des données de la 4^e enquête démographique et de santé (EDS) et l'Indice de production industrielle (IPI).

■ Avec l'appui financier de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), une enquête de suivi-évaluation du projet d'appui au Comité de gestion des écoles primaires dans la province du Ganzourgou à l'est de Ouagadougou a démarré. Cette enquête se déroule en deux phases : la première, du 23 novembre au 5 décembre 2010,

avait pour but de mesurer le degré de confiance, de coopération volontaire et de prise de risque de la population. La seconde qui porte sur la réalisation d'une enquête panel auprès des directeurs d'écoles, des ménages et des parents d'élèves est prévue pour le premier trimestre 2011.

- Afin d'améliorer l'archivage et la sécurisation des informations statistiques, l'INSD, avec l'appui du projet de coopération INSD/Statistique Suède, a entamé les travaux de réhabilitation de son réseau informatique et de mise en place d'un Intranet. Ces travaux concernent le siège de l'INSD et les directions régionales (Bobo, Fada et Dori).

- Deux nouvelles publications sont actuellement disponibles : « Le rapport d'analyse sur les gaz à effet de serre » et « Le tableau de bord de l'environnement ».

Cameroun www.statistics-cameroon.org

- La dissémination des résultats du recensement général des entreprises (RGE) du Cameroun a eu lieu à Yaoundé au cours d'un atelier tenu le 16 novembre 2010 avec l'appui financier de l'ACBF.

- L'INS a finalisé les dix rapports régionaux des OMD 2010 au cours d'un atelier organisé du 20 au 23 octobre sur financement du PNUD.

- Il a démarré une étude portant sur l'inventaire des routes rurales du Cameroun. Elle vise à inventorier de façon générale le patrimoine routier rural et à constituer une banque de données ainsi que des paramètres y relatifs en vue de la maîtrise de la planification et de la programmation dans le secteur des routes. Dans ce cadre, l'INS a organisé un atelier de validation des documents techniques et de formation des formateurs. Les travaux de terrain débuteront au mois de janvier 2011.

- Le 18 novembre 2010, à l'occasion de la journée africaine de la statistique, s'est tenu à Yaoundé un atelier portant sur la préparation de la participation de l'État du Cameroun à la 42^e session de la Commission de statistique des Nations unies et sur la présentation officielle du prix Jan Tinbergen obtenu par un jeune statisticien camerounais.

- Dans le cadre de l'élaboration des comptes nationaux trimestriels, une série d'activités a été menée. Ainsi, du 4 au 15 octobre 2010, M. Rhida, Expert d'Africat – Centre a apporté un appui technique pour la rétropolation des comptes nationaux sur une longue série d'années (1959-2008). Les capacités de l'équipe en charge des comptes nationaux ont été renforcées à travers l'organisation d'un atelier sur la rétropolation du 27 au 30 octobre 2010 et d'un voyage d'études sur l'élaboration des comptes nationaux trimestriels à en Tunisie du 30 septembre au 15 octobre 2010. Les travaux de rétropolation doivent aboutir à terme à l'élaboration de deux documents présentant les méthodologies d'élaboration des comptes nationaux et les travaux réalisés depuis 1959.

- L'INS a mené, du 27 septembre au 11 octobre 2010, une opération de collecte de données sur l'eau et les déchets avec l'appui technique et financier de la Division de statistique des Nations unies (UNSD) et le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE). L'objectif de l'étude est de mettre en place une base de données aussi bien sur la production et la gestion des déchets au Cameroun que sur la gestion des ressources en eau.

Centrafrique www.minplan-rca.org/ministere/icasees

- Au cours du quatrième trimestre 2010, les activités suivantes ont été réalisées à l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Études Économiques et sociales (ICASEES) :

- Dans le cadre de la préparation du 4^e Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2013), l'ICASEES a bénéficié du 7 au 28 octobre 2010, de l'appui d'une équipe de spécialistes en collecte et analyse des données, en plaidoyer et communication, en cartographie cen-

trale et en exploitation et traitement informatique. Sous forme d'atelier, l'appui a permis d'élaborer un document de synthèse de l'analyse institutionnelle sur les ressources disponibles et les actions à entreprendre et d'identifier les besoins des utilisateurs en données.

- En ce qui concerne l'élaboration des comptes nationaux de 2007, AFRITAC Centre a apporté un appui à l'ICASEES pour finaliser et valider la phase de comptabilisation (Équilibre ressources-emplois des produits et comptes de branche) et pour faire la synthèse intermédiaire.

- La collecte des données de l'enquête sur le Projet de Développement Communautaire d'Appui aux Groupes Vulnérables (PDCAGV) a été achevée le 5 novembre 2010.

- Un atelier de validation des Indices harmonisés des prix à la consommation des ménages a eu lieu les 9 et 10 décembre 2010 avec l'appui financier du PRCS-BAD. Il a permis de valider les documents techniques élaborés pour le lancement officiel de l'IHPC.

Comores

- Dans le cadre du Programme de renforcement des capacités statistiques financé par la BAD, la Direction nationale de la statistique réalise une enquête sur le logement dans le domaine de la comptabilité nationale. La collecte et la saisie des données ont été réalisées et le traitement des données est en cours.

Congo www.cnsee.org

Les principales activités réalisées au Centre National de la Statistique et des Études Économiques (CNSEE) au cours du quatrième trimestre 2010 se présentent comme suit :

- À l'occasion de la célébration de la journée africaine de la statistique le 18 novembre 2010 dernier, il a été procédé à la publication des données statistiques du RGPH 2007.

- Le rapport d'analyse de l'étude sur l'insertion des diplômés de l'enseignement technique et professionnel de 2000 à 2007, rédigé par le CNSEE a été validé au cours du trimestre par le Ministère de l'enseignement technique et professionnel, ordonnateur de l'étude.

- La collecte des données dans les neuf départements retenus dans le cadre de l'enquête sur le secteur agricole s'est achevée le 30 octobre 2010. L'exploitation des données est en cours.

- Le 26 novembre 2010, le CNSEE a procédé à Brazzaville au lancement du processus d'élaboration de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS-Congo) au cours de l'atelier de validation de la feuille de route en présence de tous les responsables des composantes du système statistiques national.

Gabon www.stat-gabon.ga

- La célébration de la journée mondiale de la statistique qui s'est déroulée le 20 octobre 2010, a été marquée par de nombreuses activités dont des conférences débats sur des sujets ayant trait au thème central de ladite journée.

- La phase de collecte de la première Enquête Nationale sur l'Emploi et le Chômage (ENEC) initiée par la Direction Générale des Ressources Humaines, du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la prévoyance sociale, en collaboration avec la Direction Générale des Statistiques (DGS) et avec l'appui financier et technique de la BAD a débuté le 6 décembre 2010 et doit s'achever le 6 février 2011.

- Dans le cadre des travaux préparatoires de la deuxième Enquête Démographique et de Santé du Gabon (EDSG II), Macro International a apporté un appui du 5 au 14 décembre 2010 pour finaliser les documents techniques, constituer l'équipe technique, élaborer et examiner le plan d'échantillonnage et le calendrier de l'enquête. La mission a visité deux laboratoires d'analyse et pris contact

avec des partenaires techniques et financiers et des administrations concernées par l'opération.

- Un atelier de formation des agents chargés des statistiques de l'éducation de la province de l'Estuaire a été organisé du 20 au 24 décembre 2010 par la DGS, dans le cadre des activités du projet IMIS Gabon. L'atelier a contribué au renforcement des capacités statistiques et à la sensibilisation d'un certain nombre d'acteurs (inspecteurs délégués d'académie, chefs de circonscription scolaire et d'établissements, statisticiens) sur la nécessité d'une bonne tenue des données de base.

- Au titre des publications, la DGS a mis à la disposition des utilisateurs, l'annuaire statistique 2008 ainsi que les Comptes rapides du Gabon 2006-2008.

Guinée-Bissau www.stat-guineebissau.com

- La cérémonie de la célébration de la Journée mondiale de la statistique a été présidée par Mme la Ministre de l'Économie. Au cours de cette célébration, l'INS a présenté ses différentes réalisations et sensibilisé, à travers les différents médias de la place, la population et les différents acteurs du développement sur l'importance des statistiques dans la mise en œuvre du Document de Stratégie Nationale pour la Réduction de la Pauvreté (DENARP) et partant, dans le processus du développement durable du pays.

- Les activités de l'Enquête légère sur la pauvreté (ILAP 2) sont en cours. La présentation des résultats préliminaires avec le profil de la pauvreté a eu lieu le 18 décembre 2010.

- Les travaux préparatoires de lancement de l'élaboration de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) ont débuté par l'atelier de lancement des activités des commissions sectorielles et thématiques le 14 décembre 2010.

- Les activités du 3^e Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2009) sont au stade des analyses thématiques. Un atelier de validation de ces travaux a lieu du 10 au 17 décembre 2010 à Gabú.

- L'enquête MICS4/SR est dans la phase de traitement des données et d'élaboration du rapport d'analyse. À cet effet, l'INS a bénéficié d'un appui conjoint de CDC/Atlanta (USA) et de MICS Régional/Dakar du 10 au 17 décembre 2010 pour l'élaboration du plan d'analyse des données.

Mali www.dnsi.gov.ml

Au cours du quatrième trimestre 2010, les activités de l'Institut National de la Statistique (INSTAT) ont été marquées par les événements suivants :

- la réalisation de l'enquête sur la production industrielle du 3^e trimestre 2010 (mois d'octobre 2010) ;

- la publication de la note et du bulletin de conjoncture du 3^e trimestre 2010 (fin novembre 2010) ;

- l'analyse des données de l'enquête sur la contribution des ISBLSM (Institutions sans But lucratif au service des Ménages). L'objectif général de cette enquête est d'évaluer la contribution du secteur des ISBLSM dans la création de richesses et d'appréhender le volume de ses transactions avec les autres secteurs.

- la poursuite des activités de traitement des données de l'enquête ELIM et la production du rapport provisoire de l'enquête MICS ;

- la réalisation de l'enquête pilote dans le cadre de l'Enquête modulaire auprès des ménages (EMOP) ;

- la publication de la note de cadrage dans le cadre du Schéma Directeur de la Statistique ;

- le démarrage des travaux de l'enquête pour la production de la Mercuriale des prix de l'année 2010 ;

■ la poursuite de la saisie des données du 4^e Recensement général de la population et de l'habitat du Mali.

Niger www.stat-niger.org

■ La célébration des Journées mondiale et africaine de la statistique a été notamment marquée par le message radio télévisé du Ministre de l'Économie et des Finances axé sur le thème : « Célébrer les nombreuses avancées de la Statistique Officielle », une conférence publique sur le thème « les avancées de la statistique officielle au Niger » animé par le Directeur Général de l'INS par intérim M. Ghalio Ekadé, la tenue d'ateliers de présentation de la base de données NIGERINFO à l'intention des médias publics et de la société civile, un concours des jeux mathématiques organisé par l'INS en collaboration avec l'Association Nigérienne des Jeux Mathématiques (ANJM) et une Conférence sous le thème : « Les indicateurs pour une analyse macroéconomique » à l'Université Abdou Moumouni Diofo de Niamey.

■ Les 10 et 11 novembre 2010, s'est tenu dans la salle de réunion de Africa Hall de Niamey, l'atelier de présentation des résultats des études sur « le genre et la pauvreté » et sur « l'emploi et la pauvreté » réalisées à partir de la troisième enquête nationale sur le budget et la consommation (ENBC) 2007-2008.

■ Le Conseil des ministres du jeudi 9 décembre 2010 a nommé M. Saïdou Djibo, Directeur Général de l'INS. Auparavant il était cadre au Secrétariat permanent de la Stratégie de Développement accéléré pour la Réduction de la Pauvreté. Le Conseil a également nommé M. Abdoullahi Beidou, Président du Conseil d'Administration de l'INS. Ancien Directeur

Général de l'INS, ce dernier est actuellement Directeur Général du Trésor national et de la comptabilité publique.

■ Dans le cadre du Système d'Alerte Précoce, l'INS a mené l'enquête sur la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire des ménages urbains et ruraux au Niger en décembre 2010. Cette opération combine deux enquêtes : l'enquête auprès des ménages dans les centres urbains (principaux et secondaires) et l'enquête classique de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire des ménages en fin de campagne agricole et en début de période de soudure en milieu rural. Les résultats de cette opération permettront d'établir la situation alimentaire des ménages à fin décembre sur l'ensemble du territoire et d'envisager un plan de soutien aux populations vulnérables durant la campagne agricole 2010/2011.

Sénégal www.ansd.sn

■ Au cours du quatrième trimestre 2010, l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) a procédé à la redynamisation du Système Statistique National (SSN) à travers l'installation et l'animation des sous-comités et des groupes thématiques du Comité Technique des Programmes Statistiques (CTPS). En effet, fin novembre, les sous-comités se sont réunis pour travailler sur l'élaboration des rapports d'activités du SSN et sur la préparation des programmes annuels et pluriannuels de statistiques prévus dans le Schéma Directeur de la Statistique.

■ L'ANSD a célébré la première édition de la Journée mondiale de la statistique (JMS) le 20 octobre. Au titre de la commémoration de la Journée africaine de la statistique (JAS), plusieurs manifestations (journées portes ouvertes, panel

d'experts, don de sang, randonnée pédestre, match de football, ...) ont été organisées.

■ Plusieurs autres activités ont parallèlement été menées dont notamment l'organisation d'un atelier utilisateurs-producteurs dans le cadre de la préparation du 4^e RGPH et la réalisation de l'enquête démographique et de santé – à indicateurs multiples (EDS-MICS), de l'enquête pauvreté et structure familiale (EPSF), de l'Enquête sur les services immobiliers du logement à Dakar (ESIMLD).

■ Plusieurs publications statistiques mensuelles, trimestrielles ou annuelles relatives aux comptes nationaux, au commerce extérieur, aux prix à la consommation, à la production industrielle, aux prix à la production sont actuellement disponibles.

Togo www.stat-togo.org

■ La collecte des données de la quatrième enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS4), démarrée au Togo le 6 septembre 2010 pour une durée d'un mois et demi a pris fin le 5 novembre dernier. Il faut rappeler qu'elle a mobilisé 117 agents de collecte répartis en 13 équipes. En prélude aux opérations de collecte, les agents de collecte ainsi que les chefs d'équipe ont été formés pendant deux semaines.

■ Les opérations de dénombrement du 4^e recensement général de la population et de l'habitat ont été effectives du 6 au 21 novembre 2010 sur toute l'étendue du territoire national. Cette opération a mobilisé 42 superviseurs, 360 contrôleurs, 1 621 chefs d'équipe et 7 332 agents recenseurs. Actuellement, le Bureau Central du Recensement (BCR) est à la phase de réception des questionnaires venant de toutes les préfectures du pays.

Réunions, ateliers et séminaires

Bamako, du 17 au 21 janvier 2011

Atelier de formation à la recette de l'application de production de l'IHPC-UEMOA

Bamako, du 24 au 28 janvier 2011

Atelier « Ecrire.net » du Projet « Du chiffre à l'information »

Bamako, du 14 au 17 février 2011

Atelier de validation des nomenclatures révisées

New York, du 22 au 25 février 2011

42^e Session de la commission statistique des Nations unies

Bamako, les 28 février et 1^{er} mars 2011

Réunion du Groupe de référence de l'étude institutionnelle d'AFRISTAT

Bamako, du 2 au 4 mars 2011

Réunion extraordinaire du Conseil scientifique d'AFRISTAT

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande et est disponible sur : <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de

La lettre d'AFRISTAT en envoyant un courriel à afristat@afristat.org avec comme objet : Abonnement

Directeur de publication : Martin BALEPA

Rédacteur en chef : Birimpo LOMPO

Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Claude JOEGER, Siriki COULIBALY, Bruno NOUATIN, Fatima BOUKENEM.

Maquette et impression :
IMPRIM COLOR Bamako
ISSN 1561-3739